

Une situation sociale explosive sur le site de La Dynamite



Les salariés d'EPC France, entreprise qui fabrique des explosifs, menacés par un plan social, étalent en grève hier.

/PHOTO VALÉRIE FARINE

Cette épée de Damoclès au-dessus de leur tête, ils ne la supportent plus. Les salariés d'EPC France, ex-Nitrochimie, qui fabriquent des explosifs à usage civil, sont menacés par un plan social depuis le mois de février dernier. Et devant l'intransigeance de la direction, et son mutisme, ils ont débrayé, hier, devant leur usine, au lieu-dit La Dynamite. Sur les 340 emplois que compte l'entreprise (qui possède 10 dépôts dans tout le pays), 44 personnes sont susceptibles d'être remerciées, dont 14 rien que pour l'usine de production d'explosifs de Saint-Martin. "Nous avons fusionné avec une de nos filiales, Alpha-Roc, et à part la production d'explosifs nous avons à peu près le même métier", explique Christian Andrieux, le délégué CGT. La direction parle de synergies, mais aus-

si de raisons économiques pour justifier le plan social. Ils disent qu'on est en déficit. Mais ça fait trente ans que je suis là et j'ai toujours entendu ça!"

"Pas justifié"

"On profite d'une fusion pour se délester de 44 personnes alors qu'économiquement ce n'est pas justifié de licencier", déplore Giuseppe Ambrosio, secrétaire du comité central d'entreprise. "On a commandé une expertise

indépendante sur la situation de l'entreprise, on a le rapport et ce n'est pas si mauvais que ça, ajoute Christian Andrieux. Il y a une chute de la vente d'explosifs sur le marché français, la fusion était nécessaire, mais pas les licenciements."

D'autant que l'entreprise a des atouts, selon ses salariés. "La production d'explosifs est utile en France, et la direction claitonne qu'EPC France est le deuxième producteur européen,

on a des moyens", assène Giuseppe Ambrosio. "Et les salariés sont utiles au développement de l'entreprise", abonde Claude Mas, responsable de l'union locale CGT du pays d'Arles, venue soutenir la trentaine de salariés, hier matin. Comment un coin du département pourrait vivre sans emplois industriels? On est là pour défendre ces emplois!"

Mais la direction, qui n'a pas souhaité réagir à ce mouvement de grève, pourrait bien rester ferme. "Mais on veut qu'elle revioit sa position sur les licenciements, lance Giuseppe Ambrosio. Et on veut réinstaurer un vrai dialogue, jouer notre rôle d'organisation syndicale. On ne peut pas, dans une usine d'explosifs, où l'on exerce un métier à haut risque, avoir une ambiance toujours tendue!"

Christophe VIAL

6 000 TONNES D'EXPLOSIFS PAR AN

L'ex-entreprise Nitrochimie, renommée EPC France il y a environ trois ans, fabrique des explosifs à Saint-Martin de Crau, au lieu-dit La Dynamite, depuis plus de 120 ans. Au plus fort de l'activité, plus de 500 ouvriers travaillaient sur place. Aujourd'hui, ils sont encore 66 à faire tourner l'usine, qui produit chaque année 6 000 tonnes d'explosifs, utilisés dans les carrières ou sur différents grands chantiers dans le pays.